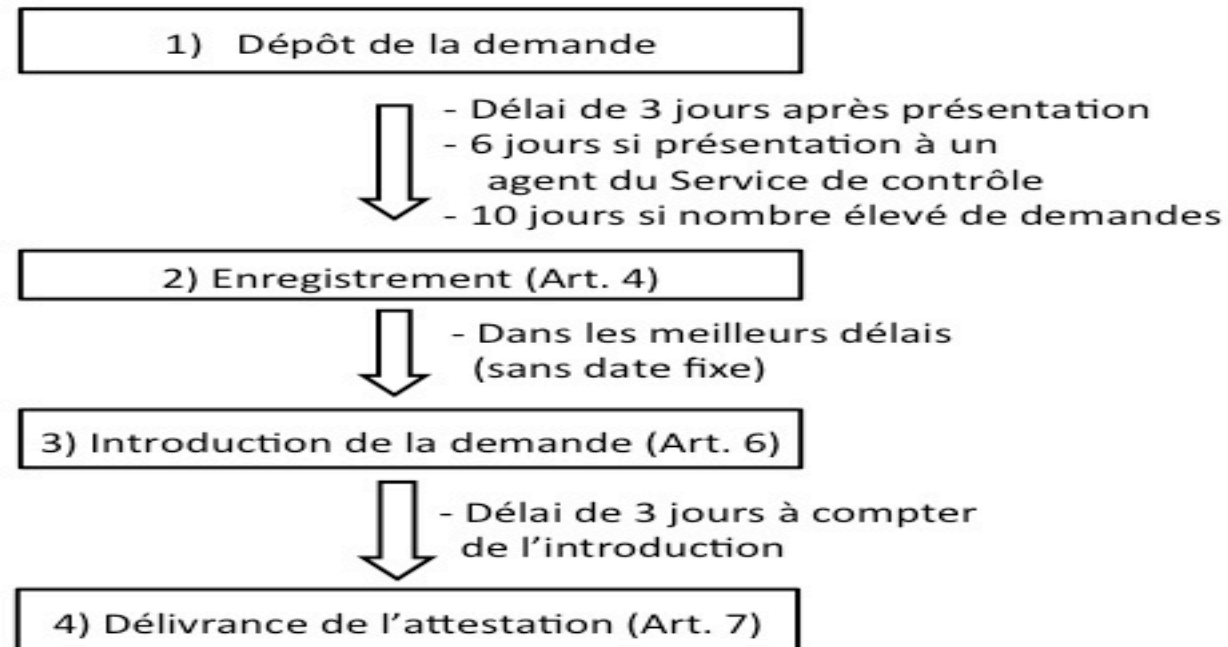


Nos revendications portent notamment

sur :

- une meilleure orientation de la politique étrangère européenne vers les besoins et objectifs de développement des pays d'origine. La migration doit être considérée en relation avec une politique cohérente de commerce, de finance, de sécurité, de développement, de climat et de droits de l'homme,
- une mise en place d'une politique cohérente pour amortir les causes de la migration et de l'asile: pauvreté, manque de perspectives de développement, guerre, persécutions et catastrophes naturelles,
- le développement de canaux légaux d'immigration,
- le sauvetage des vies au lieu de se focaliser prioritairement sur la protection des frontières,
- une responsabilité et répartition solidaire entre les pays.

1. Enregistrement de la demande et droit à l'accueil :



Cette procédure n'est certainement pas dans l'intérêt d'une simplification administrative et de la bonne compréhension des demandeurs.

1. Enregistrement de la demande et droit à l'accueil :

- Le LFR rappelle sa demande au gouvernement de maintenir des normes plus favorables de la législation actuelle comme ceci est prévu par l'article 5 de la Directive qui stipule : « *les États membres peuvent prévoir ou maintenir des normes plus favorables en ce qui concerne les procédures d'octroi et de retrait de la protection internationale* ».
- Concernant le droit à l'accueil, le LFR invite le législateur :
 - à s'assurer que le demandeur ait accès à l'accueil de base dès le dépôt de sa demande de protection internationale et non pas dès son introduction,
 - que le demandeur commence à bénéficier du droit à l'accueil dans le délai fixe défini par la loi,

2. Assistance judiciaire :

- **Le LFR se réjouit qu' il a été décidé de maintenir le système actuel, à savoir le droit pour le DPI de bénéficier de l'assistance judiciaire gratuite tout au long de la procédure. Pourtant, le LFR invite le législateur à:**
 - rendre le texte des articles 11 (3) et 17 plus cohérent quant à la gratuité de l'assistance judiciaire ainsi qu'aux étapes de la procédure couvertes par l'assistance judiciaire, et ce dans un souci de garantir un accès gratuit pendant toute la procédure.
 - modifier l'article 17(1) en supprimant «..., *sauf si le recours du demandeur est considéré comme n'ayant pas de perspectives tangibles de succès.* »

3. Allocation mensuelle :

- A titre préliminaire, le LFR estime que le texte du règlement grand-ducal portant sur les montants, la forme et les modalités d'attribution de l'allocation mensuelle doit être déposé en même temps avec le texte du projet de loi.
- Le LFR a salué le rajout fait à l'article 17 point 5 de la refonte de la Directive Accueil : « *Lorsque les États Membres octroient les conditions matérielles d'accueil sous forme d'allocations financières ou de bons, le montant de ceux-ci est fixé en fonction du ou **des niveaux établis dans l'État Membre concerné, soit par le droit, soit par la pratique, pour garantir un niveau de vie adéquat à ses ressortissants.*** »
 - Le LFR espère que le législateur tiendra compte de cette disposition de la Directive pour définir le montant de l'allocation mensuelle garantissant un niveau de vie adéquat au demandeur de la protection internationale.

3. Allocation mensuelle :

- Le LFR invite le gouvernement luxembourgeois à établir les points de référence qui permettront de mieux « quantifier » l'obligation d'assurer aux DPI un niveau de vie adéquat.
- Concernant la fin du droit à l'accueil, le LFR invite le législateur à étendre le droit à l'accueil jusqu'à l'expiration du délai de retour volontaire accordé au demandeur par le ministre ayant l'asile dans ses attributions.

4. Mineurs non-accompagnés (MNA) :

- Le LFR recommande que le juge des tutelles nomme un tuteur qui veille aux besoins d'un mineur et assure son accompagnement au-delà de la procédure d'examen de sa demande de protection internationale. Le législateur doit s'assurer que le tuteur dispose des moyens adéquats pour mener à bien sa mission.
- Le point 4, faisant référence à des examens médicaux pour déterminer si le demandeur est mineur, interpelle le LFR qui regrette la possibilité maintenue de recourir à des tests osseux dont on sait la non-fiabilité.
- Le LFR appelle le gouvernement luxembourgeois à se doter d'un dispositif d'examens plus complets afin de définir l'âge d'un mineur non accompagné.

5. Rétention et les alternatives à la rétention :

- Le LFR regrette que le projet de loi maintienne la possibilité du placement des enfants mineurs en rétention et s'oppose catégoriquement au placement en rétention des enfants, et en particulier des mineurs non accompagnés et invite le législateur à exclure ces possibilités de la loi.
- Le LFR invite le législateur à définir clairement une durée maximale de mise en rétention avec des renouvellements plus courts que ceux proposés dans le texte du projet de loi et demande également une durée maximale en rétention de 6 mois afin d'avoir un alignement entre la loi d'asile et la loi sur la libre circulation des personnes et de l'immigration.

5. Rétention et les alternatives à la rétention :

- **Le LFR salue le principe de l'introduction de mesures moins coercitives. Cependant, le LFR regrette l'absence des mesures annoncées dans le programme gouvernemental, notamment :**
 - La création de places-retour dans les foyers pour demandeurs de protection internationale (par le déplacement dans un autre foyer, les demandeurs de protection internationale déboutés prennent conscience de la fin de la procédure et de la nécessité du retour).
 - L'ouverture d'une maison-retour pour les familles (structure ouverte destinée à recueillir les familles en attente d'un retour).

5. Rétention et les alternatives à la rétention :

- **Alternatives à la rétention prévues par le projet de loi :**
 - L'utilisation du bracelet électronique: Prenant compte des troubles psychologiques supplémentaires que peuvent engendrer une telle alternative et de son efficacité peu convaincante, le LFR invite le législateur à exclure les bracelets électroniques en tant qu'une alternative à la rétention des DPI.
 - Dépôt de garantie de 5000 euro: Le LFR invite les autorités compétentes à diminuer le montant du dépôt de garantie et de s'inspirer des modes de calcul utilisés dans d'autres Etats membres. En même temps, de réfléchir au préalable à un système de remboursement efficace en cas de retour.

6. Accès au marché du travail et service communautaire :

- Accès au marché du travail: Le LFR invite le gouvernement luxembourgeois à faciliter l'accès au marché de l'emploi pour les DPI en raccourcissant, voire en supprimant, le délai d'attente et en révisant la procédure administrative actuelle qui ne permet pas l'accès effectif des DPI au marché de l'emploi.
- Service communautaire: Si le LFR salue la possibilité donnée aux bénéficiaires de l'aide sociale d'effectuer des prestations de service communautaire dans les structures d'hébergement, il se pose néanmoins la question de la faisabilité et du fonctionnement de cette mesure.

7. Liste nationale des pays d'origine sûrs :

- Le LFR invite les autorités compétentes à évaluer régulièrement les notions de pays tiers sûrs du fait de l'évolution du contexte politique rapide.
- LFR regrette que la possibilité d'établir une liste européenne commune des pays d'origine sûrs ait été supprimée du texte de la Directive.

8. Identification de la vulnérabilité et examens médicaux :

- **Le LFR invite le gouvernement :**
 - de mettre en place, en urgence, des formations d'initiation au Protocole d'Istanbul et sensibiliser le corps médical à l'importance de ces formations,
 - en l'absence d'experts nationaux, d'initiés au Protocole d'Istanbul et d'envisager le recours à des experts étrangers,
 - se doter d'une procédure permettant d'identifier les demandeurs de protection internationale nécessitant des garanties procédurales spéciales,
 - d'aligner les dispositions de l'article 10 (1 et 2) aux dispositions de l'article 41 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration.

9.Regroupement familial :

- Le LFR invite le gouvernement à modifier la législation nationale en matière de regroupement familial des bénéficiaires de la protection internationale en tenant compte des recommandations faites par la Commission Européenne dans les lignes directrices pour l'application de la directive relative au regroupement familial.